



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation politique

Question au Gouvernement n° 250

Texte de la question

SITUATION POLITIQUE

Mme la présidente . La parole est à M. Pouria Amirshahi.

M. Pouria Amirshahi . Monsieur le premier ministre, voilà quatre-vingt-dix jours que vous avez été nommé – issu du seul parti qui n'avait pas accompagné l'immense élan républicain du 7 juillet. Pire, vous avez constamment tourné le dos à l'espoir naissant pour faire les yeux doux à l'extrême droite.

M. Pierre Cordier . Tu vas voter avec elle ! Quel culot !

M. Pouria Amirshahi . Cela a commencé par les déclarations de Bruno Retailleau insultant l'État de droit et s'est terminé hier par un communiqué de presse déshonorant appelant Mme Le Pen à la rescousse, en passant par le recadrage du seul de vos ministres à avoir osé rappeler ce qu'est l'arc républicain. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Certes, en l'absence de majorité nette au sein de notre assemblée, la situation n'était pas simple ; elle vous offrait pourtant l'occasion d'accorder enfin au Parlement le respect qui lui est dû dans toute démocratie moderne.

M. Pierre Cordier . Avec une motion de rejet de M. Guedj !

M. Pouria Amirshahi . Nous avons joué notre rôle : lors du débat budgétaire, des compromis entre groupes ont été obtenus en vue de nous procurer les recettes qui manquent à notre action publique, par exemple en pérennisant la surtaxe des hauts revenus.

M. Laurent Jacobelli . La taxe, la taxe, vous n'avez que cela à la bouche !

M. Pouria Amirshahi . Guillaume Garot a rappelé tout à l'heure les propositions que nous avons faites au sujet des déserts médicaux ; vous avez choisi le passage en force. Votre nomination avait été justifiée au nom de la stabilité institutionnelle du pays. Regardez donc, regardons tous autour de nous : pas une composante de la société, si ce n'est les ultrariches, n'est réellement apaisée. Dans les campagnes comme dans les villes, dans les usines comme au sein des services publics, le désarroi monte ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, LFI-NFP, SOC et GDR.*) Regardez plus loin, au-delà de nos frontières : les gouvernements occidentaux, y compris européens, ont désormais un chef puissant en la personne de Trump ; la Chine, la Russie, d'autres encore se réorganisent.

M. Ian Boucard et Mme Olivia Grégoire . Et vous voulez censurer !

M. Pouria Amirshahi . Dans cette situation incertaine, l'extrême faiblesse du président de la République aurait

dû vous conduire à laisser l'Assemblée nationale jouer son rôle de pilier de la République. Je m'adresse ici à tous : qui sait où nous mène l'impuissance de nos institutions, doublée du bruit de notre mésentente définitive ?

M. Philippe Gosselin . Et vous, où nous menez-vous ?

M. Pouria Amirshahi . Le groupe Écologiste et social l'affirme avec gravité : nous sommes prêts à gouverner en respectant le Parlement, en faisant confiance à la société, afin d'engager collectivement la France dans deux années utiles, sous le signe du progrès écologique et social. Vous, monsieur le premier ministre, qu'aurez-vous fait de ces trois mois ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, LFI-NFP, SOC et GDR.*
– Mme Danielle Simonnet et M. Nicolas Bonnet se lèvent pour applaudir.)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre déléguée chargée des relations avec le Parlement.

Un député du groupe RN . Elle ne l'est plus pour longtemps !

Mme Nathalie Delattre, ministre déléguée chargée des relations avec le Parlement . Le premier ministre a effectivement engagé sa responsabilité sur un compromis : un texte adopté en commission mixte paritaire,...

M. Sébastien Chenu . La CMP, c'est sept députés !

Mme Nathalie Delattre, ministre déléguéece qui n'avait pas été le cas depuis quatorze ans ; un texte de protection sociale issu du dialogue, de la concertation. Nous avons laissé l'Assemblée, puis le Sénat, en débattre des heures durant ; ils sont parvenus à cet accord. Voici le moment de vérité : au sujet de textes financiers utiles, nécessaires aux Français, nous assumons nos responsabilités, en attendant de voir si vous en ferez autant.

Demain est prévu l'examen par votre assemblée du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024, tel qu'adopté, là encore, en commission mixte paritaire. Ce texte prévoit d'allouer 1 milliard d'euros à la Nouvelle-Calédonie,...

M. Christophe Blanchet . Eh oui !

Mme Nathalie Delattre, ministre déléguéesans compter le reste : fonds de solidarité destiné aux entreprises, prise en charge de l'activité partielle des salariés, compensation aux collectivités territoriales, financement de nos militaires en opération extérieure (« *Eh oui !* » sur plusieurs bancs du groupe EPR),...

Mme Sandrine Rousseau . Arrêtez le théâtre !

Mme Nathalie Delattre, ministre déléguéesoutien à l'Ukraine. S'y ajoutent les salaires de la fonction publique, éducation nationale comprise, notamment des accompagnants d'élèves en situation de handicap, les primes liées aux Jeux olympiques et paralympiques pour les agents du ministère de l'intérieur, des dépenses sociales telles que l'allocation aux adultes handicapés, les bourses sur critères sociaux ou encore le parc d'hébergement. Le premier ministre s'est engagé à financer ces mesures ; je le répète, prenez vos responsabilités, car nous nous prenons les nôtres ! (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et DR.*)

Données clés

Auteur : [M. Pouria Amirshahi](#)

Circonscription : Paris (5^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 250

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement
Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 4 décembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 4 décembre 2024